

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

DIRECTION
DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE

LE DIRECTEUR

n° 371 / 07

Paris, le 02 NOV. 2007

Note

A

Mesdames et messieurs les directeurs régionaux
de la protection judiciaire de la jeunesse

Mesdames et messieurs les directeurs départementaux
de la protection judiciaire de la jeunesse

Objet : Réalisation de reportages sur la justice des mineurs

La direction de la PJJ fait l'objet d'un nombre croissant de demandes de reportages, qui incluent parfois les juridictions dans le souci de mieux rendre compte de la notion de parcours judiciaire et éducatif, notamment pour les mineurs délinquants. Ces évolutions nécessitent de préciser les modalités de réalisation de reportages sur la justice des mineurs. Les dispositions de la présente note annulent celles de la note DPJJ N°14/99 du 19 janvier 1999 relative à la réalisation de reportages dans le secteur public de la protection judiciaire de la jeunesse et dans le secteur associatif habilité.

Lorsque les établissements et services des secteurs public et associatif de la PJJ sont contactés par un média, ils en informent par écrit la direction départementale. La direction régionale est chargée d'instruire la demande. Par instruction, on entend le recueil par la DR des informations auprès du média demandeur -chaîne de télévision, radio, journal, société de production audiovisuelle, agence de presse- qui lui adresse impérativement une demande écrite, dans laquelle les points suivants sont détaillés :

- sujet du reportage et angle de traitement (note d'intention) ;
- durée et dates de réalisation prévisionnelles du reportage ;
- identité et coordonnées complètes du journaliste en charge du reportage ;
- dates de diffusion / publication et émission / rubrique à laquelle le reportage est destiné.

Copie à :
M. le chef du SCICOM

DPJJ

13, place Vendôme
75042 Paris Cedex 01
Téléphone : 01 44 77 60 60
Télécopie : 01 44 77 70 60

Ces informations recueillies, la direction régionale évalue ensuite l'intérêt du reportage et émet un avis motivé à l'attention de la cellule de la communication. Lorsque l'administration centrale est saisie directement, la cellule de la communication procède au recueil d'informations et sollicite l'avis de la DR.

Dans tous les cas, l'autorisation est soumise au respect des conditions suivantes par le média demandeur :

- l'anonymat patronymique et physique des mineurs sous main de justice, de leurs parents ou représentants légaux doit être assuré ;
- les consentements écrits du mineur et de ses représentants légaux sont requis et les copies sont transmises à la cellule de la communication ;
- le magistrat qui suit un mineur doit être avisé de la possibilité d'un reportage ;
- le ministère de la Justice dispose d'un droit de visionnage avant la diffusion lorsqu'il s'agit d'un magazine ou d'un documentaire télévisé ;
- les droits de reproduction et d'exploitation non commerciales du reportage sont systématiquement cédés à titre gracieux au ministère de la Justice lorsqu'il s'agit d'un sujet audiovisuel, dont une copie doit être adressée sur support numérique à la cellule de la communication.

Pour les sujets destinés aux journaux télévisés, ces obligations sont rappelées par écrit aux journalistes. Pour les magazines et les documentaires télévisés, ces dispositions font l'objet d'un protocole écrit.

Dans l'hypothèse où un média souhaite étendre un reportage à des audiences en tribunal pour enfants, le magistrat délégué à la communication de la cour d'Appel concernée sera interrogé sur sa faisabilité par celle des deux entités -direction régionale ou cellule de la communication- initialement saisie. Lorsqu'il s'agit d'un magazine ou d'un documentaire télévisé, ou encore d'un reportage écrit de longue durée, les chefs de Cour doivent être associés à la signature d'un protocole écrit.



Philippe- Pierre CABOURDIN